

PROJET CEREAALIER NATIONAL

REUNION DU 11/12/76 = Dec 11, 1976

SYNTEESE DE L'EVALUATION

Sous la présidence de Monsieur BRAH MAHAMANE, Secrétaire d'Etat au Développement Rural, s'est tenue en la salle du Ministère du Plan le 11/12/76 à 10H00 une réunion de synthèse avec la Mission d'évaluation de l'USAID relativement au Projet Céréaliier National. Participaient à cette réunion :

- MM. A. BARON, Représentant Régional AID
- J. LIVINGSTON, Chef de Projet, USAID
- J. FISHER, Coordonnateur du CID
- C. H. RAULLERSON, Coordonnateur de Projet Texas Tech. Univ.
- J. WILLIAMS, Chef Equipe USAID, Conseiller en Vulgarisation
- W. HALL, Spécialiste semencier USAID
- C. HARVEY, Généticien, USAID
- C. BROWN, Ingénieur Agronome USAID
- E. FOERSTER, Ingénieur G.R., USAID
- L. SIEGEL, USAID
- MOUSSA ABBA, Coordonnateur PCN
- AMADOU CARBA, Directeur UNCC
- OUMAROU MOUSSA, INFRAN
- OUSMANE BAWA, Direction Agriculture
- ABDOU AROUMA, Direction Agriculture
- F. FOUCHER, " "
- Y. BOULANGER, BEPRO MDR
- CISSE AMADOU, Secrétaire Général MDR.

Le Secrétaire d'Etat au Développement Rural ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue à tous les participants et particulièrement aux membres de la Mission d'Evaluation de l'USAID. Il informe les participants qu'il devra s'excuser et partir au cours de la réunion. Le Secrétaire Général du MDR le remplacera.

Le Secrétaire d'Etat, après avoir démontré l'importance que revêt ce projet pour le développement rural du Niger, souligne qu'il est difficile, voire impossible, de faire une évaluation complète au stade actuel, car le projet est jeune et n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves. Toutefois, nous pouvons déjà dégager certains goulots d'étranglement afin d'améliorer le fonctionnement et le rendement futur du Projet. Le Secrétaire d'Etat fait part de l'importance qu'il attache à la Cellule de Coordination pour intégrer les différents aspects du Projet et contrôler toutes les opérations : cette coordination doit exercer une autorité effective sur le contrôle des opérations et c'est dans cette perspective que le MDR a signé l'ARRETE N° 28 du 19/11/76 portant sur les attributions du Coordonnateur du Projet Céréaliier. Cette coordination n'exclut pas que l'ENRAN intègre les actions du Projet Céréaliier à ses autres activités. Au contraire, les services concernés par le projet devront s'efforcer d'intégrer les actions du Projet Céréaliier. Il est aussi important qu'une collaboration étroite s'instaure entre les différents services afin que, par exemple, le travail fait par l'ENRAN puisse profiter à l'Agriculture et à l'UNCC.

COORDONNATEUR PCN : Le Coordonnateur a ensuite résumé les points principaux discutés lors des séances de travail avec l'ENRAN, l'Agriculture et l'UNCC et a fait état des principales réalisations du Projet jusqu'à maintenant.

1) Constructions : Celles-ci ont démarré au niveau des délégations d'arrondissement de l'UNCC, des Centres de Multiplications de Semences et du CFJA de N'Dounga.

2) Formation ; Jusqu'à ce jour, 40 aide-encadreurs ont été formés par l'UNCC et 40 autres seront sélectionnés bientôt en vue d'une formation. D'autre part, 150 aide-encadreurs ont été embauchés pour travailler dans le cadre de la vulgarisation agricole.

3) Production : Dans le cadre du Projet Productivité DOSSO, une Opération Mil fut réalisée sur des surfaces où l'on avait produit du niébé en 1975. Ainsi 3384 Hectares de mil furent encadrés et des rendements variant entre 500 et 600 kg/ha furent obtenus. Il est à noter que ces rendements sont très bons si on les compare à ceux des champs voisins. Toutefois, ces rendements ont été handicapés par des retards dans la livraison des commandes :

.../...

les houes commandées ne sont pas arrivées à temps pour la campagne et l'opération n'a pu bénéficier que de 30 T. d'urée seulement.

Des expériences de production de semences P3 Kolo furent faites sur les Centres de multiplication :

<u>CENTRE</u>	<u>Hectares</u>	<u>Prod.(T)</u>	<u>Rend.(kg/ha)</u>
GUECHEME	20	5,86	293
MADAOUA	8	1,3	162,5
MAGARIA	20	13,0	650

Le Coordonnateur a fait ensuite ressortir les principales difficultés rencontrées au cours de cette première année du Projet.

- retards dans les commandes
- retards dans la livraison du matériel, de l'équipement et des intrants.
- retards au niveau du Service Financier du Ministère du Plan dans le versement des salaires et le règlement des achats de matériel et fournitures.

Concernant les objectifs 1977, le Coordonnateur a souligné que les lignes directrices en vue de l'élaboration du futur plan de campagne ont déjà/déjà^{été} dégagées avec les différents services, permettant ainsi d'orienter les actions du projet vers les objectifs visés.

SEDR : Il souligne que ce problème d'approvisionnement en intrants, matériel et équipement a été sans doute un goulot d'étranglement au niveau du Projet jusqu'à maintenant et qu'il faudra faire le nécessaire pour que les intrants soient en place pour la prochaine campagne.

Mr BARON : Il adresse des félicitations au Gouvernement Nigérien et particulièrement au MDR pour les réalisations faites jusqu'à ce jour et soulève ensuite la question suivante : étant donné que l'objectif principal de ce Projet est d'augmenter la production céréalière afin de nourrir la population, n'est-il pas nécessaire pour la campagne 77 de fixer des objectifs précis en termes de nombre de villages touchés par le Projet ? Serait-il possible et réaliste que le Projet puisse toucher, en 1980, 4000 villages sur les 10.000 villages nigériens ? Par ailleurs, le Représentant de l'AID suggère qu'une publicité soit faite dans la presse et à la radio sur cette évaluation du Projet Céréalière.

SEDR : Il exprime son accord sur la nécessité de fixer des objectifs précis et ne voit pas l'objection à la question publicitaire.

.../....

Coordonnateur : Il s'adresse au Représentant de l'AID pour l'inviter à communiquer aux membres participants de la réunion les observations recueillies par la mission d'évaluation. Ces observations pourront être utiles pour la préparation du prochain plan de campagne et du budget de dépenses locales de la prochaine année.

Mr BARON : Avant de communiquer les observations de la mission, Mr BARON souligne qu'il faudrait envisager sérieusement la formation d'administrateurs et de planificateurs dans le cadre du Projet Céréaliar. Dans cette ligne de pensée, nous pourrions faire appel à des spécialistes de l'USAID qui pourraient venir au NIGER afin de nous aider à organiser des séminaires de formation sur place.

Mr SIEGEL : Il signale que l'USAID a offert à plusieurs reprises au MDR des bourses pour des stages, particuliers aux USA ou dans d'autres Pays (Ex : Stage de 2 mois en production de semences à IBADAN (NIGERIA), mais le MDR a le plus souvent répondu qu'on n'avait pas de candidats disponibles pour les stages offerts.

Directeur UNCC : Concernant les bourses de formation offertes dans le cadre du Projet, il fait valoir qu'il n'a pas été tenu compte de toutes les spécialités. En particulier, il aurait souhaité qu'on accorde une attention aux besoins de spécialistes en gestion coopérative.

Mr BARON : Il communique les principales observations de la mission et tout d'abord les problèmes d'ordre général.

a) le principal problème qui pourra compromettre le succès du Projet Céréaliar dans son ensemble est la coordination entre les différentes composantes du projet. Une attention spéciale doit être donnée aux relations entre les différents services. Ceux-ci doivent penser en terme d'objectif du Projet : augmenter la production de mil et sorgho chez les paysans.

b) la clef du succès du projet est la transmission aux paysans de l'information et des techniques développées au niveau de la recherche. Nous sommes confiants qu'il existe déjà quantité de pratiques permettant d'augmenter substantiellement la production mais nous ne sommes pas sûrs que le Projet ait mis au point un système de transmission adapté aux besoins du NIGER.

c) un objectif prioritaire du projet est de remplacer progressivement l'assistance technique étrangère. Il est donc extrêmement important que le calendrier proposé pour la formation des Nigériens soit suivi rigoureusement. Les homologues et les stagiaires doivent être identifiés le plus tôt possible.

.../...

d) le Projet Céréaliier a un besoin particulier de personnel formé en administration et en planification. Ce projet représente une nouvelle approche au NIGER et son ultime succès nécessitera des administrateurs qui connaissent bien les besoins du développement agricole.

e) La sélection des sites des stations de recherche et des centres de multiplication, et leur construction sont maintenant devenues vitales.

Monsieur BARON expose ensuite les observations de la mission d'évaluation relativement au volet recherche (INRAN).

a) Pendant que le Projet Céréaliier va améliorer la capacité générale de recherche de l'INRAN, la composante recherche du Projet Céréaliier doit chercher continuellement à fournir des solutions pratiques à un problème spécifique, notamment le développement et la mise au point d'un ensemble de techniques destinées à augmenter la production. La stratégie de recherche, dans le plan-programme du Projet Céréaliier, est le meilleur moyen de développer la capacité nigérienne pour identifier et offrir rapidement des solutions pratiques aux problèmes nigériens.

b) Le personnel de l'INRAN, devrait s'intéresser et s'impliquer davantage dans les autres composantes du projet. Par exemple il devrait s'engager dans la formation du personnel de démonstrations.

c) On devrait planifier une recherche additionnelle afin de développer et de déterminer la factibilité économique de la culture attelée et autres innovations techniques simples.

d) L'implantation d'infrastructures additionnelles de recherche et le programme de construction devrait être relié au potentiel de production.

e) Les plans d'extension du programme de recherche du PCN devraient tenir compte du personnel disponible ; et particulièrement au stade de démarrage, l'équipe du CID mettrait l'accent sur la formation.

f) En préparant des recommandations pour des ensembles de thèmes techniques pratiques, on doit considérer la factibilité économique et le degré de réceptivité du paysan.

.../...

g) La construction n'a pas ralenti le déroulement du Projet jusqu'à maintenant ; toutefois elle le fera bientôt : en conséquence, des décisions critiques doivent être prises dès maintenant et si nécessaire, il faut prévoir un financement additionnel ou ajuster les plans en fonction des fonds disponibles.

Mr MOUSSA OUMAROU : Sur cette question des constructions, il souligne qu'il est nécessaire de lancer la construction des 3 sous-stations de recherche en même temps. Il ajoute que les constructions de l'INRAN sont en bonne voie sauf celles de TARNA pour lesquelles l'USAID n'a pas encore donné son accord.

Mr SIEGEL : Il observe que les constructions constituent jusqu'à maintenant le principal goulot d'étranglement du Projet. C'est pourquoi, l'USAID avait suggéré de placer un ingénieur civil expatrié au niveau du Génie Rural pour aider l'équipe du GR qui est responsable des constructions du Projet. Toutefois, cette suggestion n'a pas rencontré l'assentiment du Directeur du G.R.. Par ailleurs, il fut suggéré que Mr FOERSTER s'occupe des constructions. Or, il semble que ce dernier, affecté à l'INRAN, ne dispose pas suffisamment de temps, et doit se consacrer aux questions d'économie de l'eau à MARADI.

Secrétaire Général : Il clot la discussion sur ce point en annonçant qu'un ingénieur canadien (ing. du G.R.) se joindra à l'équipe du Bureau d'Etudes et pourra aider à solutionner ce problème.

Coordonnateur : Il estime qu'il est nécessaire que l'INRAN produise des fiches techniques pour l'application des thèmes techniques au niveau des paysans. D'autre part, la recherche en culture attelée doit aussi déboucher sur la vulgarisation. Quant au plan d'expansion de l'INRAN, il considère que ce dernier doit se baser sur le personnel disponible à l'INRAN. L'INRAN propose de construire les sous-stations de OUALLAN, TANOUT et DIFFA en même temps alors que lui-même propose de réaliser d'abord la sous-station de OUALLAN et de voir ensuite si les disponibilités en personnel permettent d'amorcer la construction des deux autres sous-stations.

Enfin le Coordonnateur demande à l'INRAN de désigner un correspondant pour toutes les questions afférentes au Projet Céréaliier.

Mr BARON : communique ensuite les observations de la Mission sur les Centres de Multiplication de Semences.

a) le problème de la main-d'oeuvre est une contrainte qui retardera l'avancement du Projet ; par conséquent il faut apporter plus d'attention à la formation, à l'identification de consultants

.../...

à court terme et aux autres besoins le plus tôt possible. Par exemple, il est déjà évident qu'une assistance sera nécessaire pour assembler, rendre opérationnel et former des équipes pour le nettoyage des semences et l'équipement de traitement.

b) Nous sommes inquiets du fait que l'équipement de nettoyage et de traitement des semences n'ait pas encore été commandé. Nous recommandons de faire appel immédiatement à des experts-consultants à court terme qui viendront prêter main forte à la prise de décision finale et au placement immédiat des commandes.

c) les progrès du projet dépendront ultimement d'une solide politique semencière nationale ; en conséquence, il faut porter attention à son élaboration le plus tôt possible.

d) Puisque l'avancement des travaux à la Station de LOSSA dépend de la solution de plusieurs problèmes techniques, incluant la dimension et le type de système d'irrigation ; nous recommandons de porter une attention spéciale à ce problème.

Mr O. BAWA : En rapport avec le traitement des semences, il propose de définir le plus tôt possible le nombre de cadres qu'il faudra former pour assurer cette opération. Il pose la question de savoir ce que viendra effectivement faire le Consultant à court terme. Et enfin, il souligne que l'équipement proposé par les experts de l'AID pour le traitement des semences est tellement cher qu'il entraînera un coût des semences trop élevé pour les paysans.

Coordonnateur : La Cellule de Coordination a déjà demandé aux experts de l'AID de proposer la liste des équipements pour le traitement des semences afin que nous puissions déterminer les plans des bâtiments et planifier la formation du personnel.

Mr BARON : Il souligne que l'USAID propose un équipement sommaire dans un premier temps, suite à la suggestion nigérienne. Toutefois, les plans des bâtiments seront conçus de façon à pouvoir intégrer progressivement dans le futur un équipement plus sophistiqué. Il réaffirme que le plus urgent et le plus important est de définir une politique semencière nationale.

Coordonnateur : Nous verrons avec le MDR la possibilité de préparer un projet de texte concernant cette politique nationale semencière.

Mr BARON : expose les principales recommandations de la mission au sujet de la VULGARISATION :

a) Nous croyons que la clef du succès du Projet Céréaliier réside dans la mise sur pied d'un système effectif de vulgarisation conçu spécifiquement pour rencontrer les besoins et les conditions du NIGER. Mais nous n'avons pas vu jusqu'à maintenant de plans adéquats ou le personnel disponible pour le développement d'un tel système. Nous recommandons d'apporter une attention spéciale au problème de la vulgarisation dans les 6 prochains mois.

b) Nous n'avons pas la prétention de connaître quel serait le système optimum de vulgarisation pour le NIGER, mais il nous apparaît 1) qu'il y a un besoin de coordination supplémentaire entre les différents services 2) qu'il est nécessaire de préparer un plan détaillé du programme de vulgarisation 3) qu'il pourrait être nécessaire de rapprocher les programmes des différents services.

c) Nous reconnaissons qu'il existe un manque de personnel formé au NIGER, ce qui est une contrainte majeure ; en conséquence, nous recommandons de mettre sur pied un programme de formation plus large et innovateur et de faire l'essai de techniques de vulgarisation exigeant un faible niveau de formation. Par exemple, on pourrait envisager l'utilisation des jeunes agriculteurs des CFJA comme encadreurs à temps partiel au niveau d'un village.

d) Nous recommandons très fortement que le Conseiller en Vulgarisation soit utilisé dans tous les aspects de vulgarisation du Projet, et qu'il ne soit pas limité à un seul service.

Mr O. BAWA : Il signale qu'étant donné qu'il n'y a pas de Directeur de la Vulgarisation, la vulgarisation ne possède pas de personnel en propre. Les mêmes agents de l'Agriculture doivent travailler à la Protection des Végétaux, au contrôle du conditionnement, aux cultures fruitières et à la vulgarisation. Il nous faut donc former des aide-encadreurs pour assurer cette tâche. D'autre part, il n'y a pas de plan spécial de vulgarisation mais plutôt un plan de campagne agricole qui intègre la vulgarisation.

Directeur UNCC : Une façon de pallier à ce problème est de mettre l'accent sur les paysans - vulgarisateurs - C'est ce que l'UNCC a fait dans le cadre du Projet Productivité DOSSO où le personnel et les moyens étaient limités. L'action des paysans-vulgarisateurs sur les blocs du projet fait tâche d'huile et nous nous rendons compte que beaucoup de paysans appliquent les thèmes techniques sur leur propre parcelle.

Mr BARON : Il indique que la mission d'évaluation propose que le MDR puisse en arriver à avoir une structure autonome et indépendante de vulgarisation.

Coordonnateur : En rapport avec le manque de cadres, il appuie la suggestion d'utiliser des anciens des CFJA comme aide-encadreurs. Il faut aussi former les aide-encadreurs recrutés par l'Agriculture, définir les villages où ils vont travailler et éviter de les étendre et de les éparpiller un peu partout dans la nature. Il faudrait sélectionner les meilleurs de ces aide-encadreurs et définir le nombre de villages qu'ils vont toucher. Cependant, d'ores et déjà, il faut se poser la question de savoir ce qu'il adviendra de ces aide-encadreurs après le projet. L'Agriculture aura-t-elle les moyens de les maintenir en service.

Mr BARON expose finalement les observations relatives à l'UNCC :

a) Nous reconnaissons que la production de mil et de sorgho au NIGER a été dans le passé sérieusement handicapée par un système inadéquat d'approvisionnement en inputs vitaux, de vulgarisation et de marchés ; par conséquent, puisque la recherche met au point de nouvelles techniques et expérimente des ensembles de nouvelles pratiques, le Projet Céréaliier doit fournir un système adéquat pour l'approvisionnement en inputs et un marché protégé. On a besoin d'une planification en vue de l'expansion de l'UNCC dans les meilleurs délais.

b) Au fur et à mesure de l'avancement du Projet, il y aura une hausse importante des besoins financiers relatifs à l'achat des inputs, à la mise en marché et à l'entreposage ; par conséquent, le Gouvernement du NIGER et l'USAID devrait déjà se concerter en vue de faire face à ces besoins.

c) Il faudrait accroître le programme de formation de l'UNCC nous recommandons de considérer sérieusement la mise sur pied d'un Centre spécial de Formation UNCC.

Aucune discussion n'a suivi ces recommandations concernant l'UNCC.

Coordonnateur : Il a rappelé en conclusion les principaux problèmes rencontrés dans le déroulement du Projet.

- Retard dans les commandes et la livraison des inputs et du matériel nécessaire au projet.

- Retards et difficultés au niveau des règlements financiers par le Ministère du PLAN : il s'écoule jusqu'à 2 semaines avant qu'une demande de paiement ne soit rejetée par l'Ordonnateur ; il faut plus d'un mois pour faire accepter un réaménagement au niveau du budget ; les salaires tardent à être versés.

.../...

Mr O. BANA : Il signale que le fonds de roulement de l'Agri- culture est insuffisant et que la Caisse d'avance devrait être portée à 20 Millions F CFA.

Mr BARON : Il suggère de planifier déjà la session d'évaluation de l'an prochain qui pourrait avoir lieu entre le 15 Novembre et le 15 Décembre. Il recommande de préparer dès Janvier une révision du dossier financier du Projet : il faudra augmenter le financement d'environ 30 % pour être en mesure de faire face aux coûts de construc- tion ; 275 Millions F CFA seront demandés au Fonds de Contrepartie. Il est nécessaire aussi de préparer le budget des dépenses locales de la prochaine année et de compléter le plan de travail de la prochaine campagne.

Le Coordonnateur du Projet termine la réunion en adressant ses remerciements aux membres de la mission d'évaluation de l'AID et à tous les participants de la réunion./.